

À mort la mort ? Le transhumanisme sans limite

Analyse critique du livre de Laurent Alexandre

Revue Zilsel, N° 2, 369-386, septembre 2017

Laurent Alexandre, médecin et entrepreneur, est le promoteur le plus actif, le plus médiatisé et le mieux rémunéré du transhumanisme en France – ses conférences, dit-on, se monnaient entre 5 000 et 12 000 euros¹. Les planches des TedX (ces programmes de diffusion et de valorisation des technologies initiés en Californie depuis les années 1980) et les salons de Bruxelles, où il réside – à défaut d’humanité augmentée on y bénéficie d’une fiscalité diminuée – ne semblent toutefois pas suffire à étancher sa soif de communication. Désormais, Alexandre écrit. Parallèlement à un premier roman, il a publié en 2011 un essai : *La Mort de la mort : comment la technomédecine va bouleverser l’humanité* (Jean-Claude Lattès, 2011, 425 p.).

L’ouvrage en question mérite doublement l’attention : il s’avère une source importante d’information tout public sur le transhumanisme en même temps qu’il en met en lumière les soubassements idéologiques. Le dépassement du biologique, la relance technicienne des fondements de la vie comme l’obsession scientifique pour la manipulation du vivant constituent les traits marquants d’un mouvement intellectuel convergent avec les intérêts économiques et politiques néolibéraux dominants. Il s’agit d’affranchir l’humanité de ses limites ordinaires – et notamment de son *terminus ad quem*, la mort. En étendant la vie au-delà du dépérissement « normal » des organismes, les transhumanistes participent de cet éclatement complet des existences qui vise à soumettre les corps à une activité permanente. Congédié le repos n’était qu’une étape. Il s’agit maintenant de priver l’homme du grand sommeil. Je proposerai ici une note critique du livre de Laurent Alexandre car il constitue, dans sa mécanique narrative même, l’exemple typique de l’*hubris* technicienne contemporaine ignorant (ou feignant d’ignorer) les motifs de ses propres développements. En cela, l’ouvrage est caractéristique d’une certaine forme de pensée dont l’arrogance scientifique semble sans limite. C’est bien une épistémologie du vivant qui s’exprime dans ce geste transhumaniste consistant à mettre à mort la mort. Ce vieux fantasme d’une éternité technique interroge sur la place de la médecine dans cette entreprise démesurée. Mais d’autres questions éthiques, politiques, économiques viennent se nouer à ce désir scientifique sans frein. Et c’est tout un projet monstrueux de société qui se donne à voir.

Qu’est-ce que le transhumanisme ?

Le projet transhumaniste, sous la plume de Laurent Alexandre, « souhaite faire profiter l’ensemble des êtres humains, quelle que soit leur race, des bienfaits de la technologie. En cela, il s’oppose aux théories racistes ou eugéniques » (p. 89). Ce

¹ Sophie Fay, « 10 choses à savoir sur Laurent Alexandre, gourou de l’intelligence artificielle », *L’Obs*, 11 février 2017 () . <http://tempsreel.nouvelobs.com/sciences/20170210.OBS5170/10-choses-a-savoir-sur-laurent-alexandre-gourou-de-l-intelligence-artificielle.html>

ne serait donc pas un eugénisme consenti et cet homme différent « ne sera pas au-dessus de l'homme normal ». Du reste, « avec nos pacemakers, nos implants cochléaires, nos Fivetes ou nos rétines artificielles, nous sommes déjà des transhumains sans le savoir » (p. 366).

Dès lors, l'auteur entend faire la « preuve », par la négative et par l'absurde, que ce transhumanisme (déjà en construction) n'a d'autre objectif que d'optimiser ou de réparer les humains. Pourtant à y regarder de plus près, l'ambiguïté du projet et la faiblesse logique de l'argumentation apparaissent clairement : en effet, que peut être une « augmentation » qui ne place pas son résultat au-dessus de ce qui préexiste ? La croyance scientifique sans limite habite tout l'ouvrage : il s'agit bien, pour Alexandre, de promouvoir la mise à mort, par les sciences et les technologies, de l'humain tel que nous le connaissons. L'auteur s'efforce d'exacerber les fantasmes de maîtrise du monde du vivant par les sciences : « Nous pouvons prévoir à coup sûr la domestication toujours plus grande de la Nature par l'homme », prophétise-t-il... et donc « aller vers la maîtrise totale de soi et du monde » (p. 15). Alexandre confond ici *maîtrise* et *capacité à modifier*, sans prendre en compte que toute modification peut engendrer des erreurs, des défauts imprévisibles voire la construction d'un environnement devenant progressivement hostile à l'homme. Mais ici pas de place pour le doute. Le geste promotionnel ne s'embarrasse pas de nuances et Alexandre d'annoncer que « chaque élément de notre corps deviendra réparable, en partie ou en totalité, comme autant de pièces détachées ». Cette conception de l'organisme comme un Lego inusable par le jeu des substitutions oublie néanmoins que tout individu se caractérise par des réseaux et interdépendances des « pièces » qui le composent. Pourtant, Alexandre promet que l'on fera encore mieux que substituer des pièces pour assurer le bon fonctionnement du Meccano, les nanomachines venant se substituer aux alarmes physiologiques pour veiller au bon fonctionnement du corps. Le danger est d'autant plus grand que rien n'est dit sur ceux qui implémenteront ces technologies, ni sous quels contrôles ils seront placés.

Alexandre reconnaît que « les obstacles sont légion » (il ne les envisage que techniques) mais suppose qu'ils seront tous surmontés en s'appuyant sur les performances indiscutables de l'informatique. Cette confiance dans la modification maîtrisée de l'homme témoigne d'une confusion entre une machine et un organisme vivant. On retrouve là la conception simpliste du vivant qui anime depuis quarante ans les transhumanistes états-uniens, pour la plupart informaticiens et donc étrangers aux systèmes biologiques complexes ou même seulement aux phénomènes naturels : la maîtrise de l'humain sera possible puisque « la loi de Moore [...] permet une croissance exponentielle du rendement d'une production industrielle » (p 74). À réfléchir avec des « lois », on serait tenté ici de mobiliser celle de Murphy, mais restons sérieux, Alexandre et les transhumanistes considèrent les individus comme des amas cellulaires *in vitro* (hors de leur milieu) de façon à ce qu'ils puissent convenir à des machines ; ils ne se soucient pas, ou bien trop peu,

des *relations* entre l'environnement et les organismes. Ainsi, le médecin entrepreneur ne veut pas voir que l'homme est « de » la nature et donc que le « respect de la nature » qu'il moque est nécessaire à sa condition biologique comme à son humanité.

La vie mécanique

Évidemment, cette vision mécaniste concerne aussi les organismes non humains et « il s'agit donc de créer du vivant en laboratoire » (p. 64). Alexandre soutient, après d'autres commentateurs, qu'a été réalisée « la démonstration que la vie peut être produite en éprouvette [...] » (p. 64). Cette affirmation relève pourtant du charlatanisme pur et simple et nous en sommes en réalité bien loin, malgré les annonces, de Craig Venter, l'auteur de cet exploit : greffer un ADN de synthèse dans une cellule ne conduit à des phénomènes vitaux que si cette cellule est déjà vivante ! Et ce jeu avec la réalité conduit à une conclusion spectaculaire : « il existe donc deux lignées d'espèces vivantes sur terre » (p. 84), les descendants de *l'ancêtre commun* d'une part et la création de Venter d'autre part. Tout ceci est absolument faux : la bactérie de Venter n'est qu'un OGM intégral, qui a reçu un génome entier, lequel était synthétisé à partir d'éléments chimiques. Certes, il s'agit d'une remarquable performance du génie moléculaire mais qui laisse intact le mystère du vivant. En effet, cette bactérie n'existerait pas en l'absence de *l'ancêtre commun*, cet être bien vivant qui a reçu l'ADN transféré en remplacement de son propre ADN. L'organisme est à la fois autre chose et davantage que l'accumulation des cellules qui le composent. C'est peut-être pourquoi les OGM unicellulaires (bactéries, cellules animales isolées...) sont relativement « maîtrisables » (ils produisent souvent le résultat escompté) alors que les OGM pluricellulaires (organismes entiers) ne se comportent pas toujours comme prévu². Aussi, affirmer, comme le fait Alexandre, que « La vie est une minuscule usine nanométrique » (p 66) n'est vrai que si on la réduit à l'ADN et la biologie moléculaire. Le vivant se trouve ici confondu avec l'inerte car, postulant qu'« il n'y a pas de différence entre chimie et biologie », l'auteur se permet d'affirmer qu'« il n'y a aucune différence entre une molécule chimique et une molécule « vivante » » (p 32). Ces certitudes sont assénées en négligeant qu'il n'existe pas de « molécule vivante » car toute molécule n'est qu'une entité chimique, y compris l'ADN...

Alexandre prévoit que « des gènes provenant d'espèces animales ou végétales seront introduits dans notre ADN », ce qui est déjà techniquement faisable, mais cela n'implique pas forcément que nous héritons des propriétés que ces gènes sont supposés apporter, et sans souffrir des inconvénients associés à ces gènes ou à leur intégration dans notre génome³. Les approximations sont nombreuses. Par exemple, Alexandre évoque la solution de la FIV (fécondation in vitro) comme « garantie de qualité » des enfants mais ne dit pas par quels moyens cette qualité serait assurée. L'auteur insiste : « *les prédispositions aux maladies seront connues dès la naissance, voire avant par analyse génomique du fœtus* » (p. 328). Mais sa cécité

vis-à-vis du diagnostic génétique préimplantatoire (DPI) qui intervient bien avant le stade fœtal est surprenante. C'est une technique déjà à l'œuvre qui permet non seulement de décrire le génome au tout début de la vie (l'œuf fécondé) et donc de préparer la médecine préventive la plus précoce, mais aussi de ne laisser vivre, en toute légalité, que les humains génétiquement convenables parmi une population d'embryons qui pourrait devenir innombrable. Le thuriféraire du transhumanisme semble totalement ignorer le potentiel eugénique de cette technique.² Dans la même veine, Alexandre tient pour libérateur une pratique sans frein du clonage : « Pourquoi partager sa vie avec un homme ou une femme, avec tous les inconvénients que cela comporte, quand on peut se reproduire soi-même » (p. 272). Bonne question qui indique une conception particulièrement conviviale de l'existence...

Le livre est donc émaillé d'approximations scientifiques et de conclusions scientifiques bien peu rassurantes. Les choses ne s'arrangent guère lorsqu'Alexandre aborde le potentiel des manipulations génomiques.

Politique du génome

Le séquençage généralisé de l'ADN, permettant d'identifier les caractéristiques spécifiques de tous les génomes, est ici nommé « démocratisation » (p. 59) ; mais il s'agit bien plutôt de la dissémination d'une technique plutôt que de sa démocratisation. C'est surtout sur les progrès de la génétique qu'Alexandre fonde ses espoirs mais, quand il s'enthousiasme des progrès très rapides du séquençage de l'ADN, il omet qu'il s'agit là seulement d'anatomie moléculaire, pas d'une compréhension réelle du vivant. De même, fabriquer un gène artificiel c'est recopier une formule, ce n'est pas la comprendre. L'auteur semble plus prudent quand il affirme que « la cartographie de l'esprit humain va prendre deux ou trois décennies », mais il faut s'interroger sur ce que signifie « l'esprit » quand on prétend le réduire à une carte... Comme pour l'ADN, la « cartographie » ne relève que de l'anatomie, pas du fonctionnement, et dans le cas de l'esprit la différence est encore plus grande. En abordant les facteurs épigénétiques, ces actions du milieu environnant capables de moduler l'expression des gènes, Alexandre prédit des manipulations concernant ces régulations silencieuses du génome et pas seulement des modifications directes de l'ADN car « l'épigénomique est un terrain d'extension à l'infini du contrôle social sur les individus... L'État va devenir épigénéticien au sens où il pourrait souhaiter moduler l'action de nos gènes en agissant sur leur régulation épigénétique [...] par des interventions environnementales, alimentaires, médicamenteuses et culturelles » (p. 299). On retrouve ici une préoccupation de

²Jacques Testart : « Dernier saut scientifique vers la sélection humaine ». *Le Monde diplomatique*, juillet 2017. Voir aussi <http://jacques.testart.free.fr/index.php?category/editorial/Transhumanisme>

l'eugénisme classique, soucieux de tirer « le meilleur » des individus déjà existants et pas seulement de contrôler leur naissance, puisque l'identité génétique est susceptible de modulations. À ce sujet, Alexandre étonne en notant fort justement que les progrès de la génétique amènent à abandonner l'imagerie du « livre de la vie, le programme génétique », et en refusant tout « déterminisme simpliste » car « le libre arbitre est paradoxalement conforté par la biologie moderne » (p. 140)... L'affirmation est surprenante de la part de quelqu'un qui réduit l'humain à une pure mécanique ! On s'interroge également sur l'absence de causalité (que ne semble pas voir Alexandre) entre la « dialectique subtile » reliant « le gène, l'épigène et son environnement », d'une part, et l'« un espace d'incertitude qui n'est pas autre chose que le libre arbitre » qu'elle saurait ouvrir, d'autre part. Tout se passe comme si l'idéologie transhumaniste se trouvait bien dépourvue devant l'énorme complexité et les impondérables du chantier. La référence au libre arbitre vient ici justifier une maîtrise de l'humain toujours remise à plus tard, sans qu'il soit démontré que « les stimulations de la vie » sur le génome (l'épigénétique) introduisent de la liberté plutôt que de l'indétermination. Alexandre nous prévient des abus par les citoyens du futur proche : la connaissance du génome devra éviter que « les porteurs de bons gènes n'exigent une ristourne sur leur CSG » (p. 338) grâce à « une idéologie puissante de la solidarité, inculquée dès le plus jeune âge, pour empêcher qu'un tel raisonnement se développe » (p. 340). Il faudrait donc injecter de l'empathie dans les ordinateurs qui dirigeront le monde ! Mais « aussi trouver de nouvelles recettes en abondance » pour couvrir les coûts de la santé. Peut-être « une taxe de solidarité génétique » inversement proportionnelle aux handicaps génétiques [...] un sacré chantier qui sera probablement vécu dans la douleur ; et aussi une nouvelle usine à gaz ». Ainsi est-il admis que, malgré toutes les promesses « d'augmentation », bien des humains souffriront encore de handicaps, un aveu qui autorise encore plus d'exigence sur cette aventure ! En lisant cette affirmation sensée : « l'enfant parfait est une utopie dangereuse » (p. 258) nous sommes tentés de répondre que l'homme augmenté l'est tout autant !

Tuer la mort

Ce qui occupe surtout les fantasmes de l'auteur, et justifie le titre de son livre, c'est l'annulation de la mort. Les cellules cancéreuses ou les précurseurs des cellules germinales ne meurent pas, d'où la « démonstration » que la mort ne serait pas inéluctable, bien que la survie de ces cellules n'empêche pas la mort de l'organisme. Résolument optimiste, Alexandre affirme que « l'espérance de vie doublera, au minimum, au cours de ce siècle » (p 12). Pourtant, aux Etats-Unis, pays d'origine des transhumanistes, l'espérance de vie en bonne santé est en régression... Les pollutions chimiques (industrielles, agricoles, alimentaires...), et les effets de la hausse des inégalités d'accès aux soins commencent à faire leurs effets, un phénomène qui débute aussi en France. Et rien n'annonce une extension de la durée de vie, soutenue au rythme que nous avons déjà connu, grâce à l'hygiène et au progrès social au moins autant qu'à la médecine.

La modification de certains gènes pour augmenter la longévité « n'est qu'une question de temps » mais, prévient Alexandre, « l'idée d'une manipulation d'une poignée de gènes pour faire reculer la mort est bien naïve » (p. 46-49) : les bons et les mauvais sont souvent les mêmes. Cette pléiotropie complique bien des projets et laisse poindre des situations indésirables. Le médecin le sait. Dès lors, comment peut-il tenter de nous faire croire, que « tout est sous contrôle » ? C'est que le promoteur a besoin de promettre. Assimiler le vivant à une mécanique permet alors de proclamer que « la croissance de la technomédecine, et donc de notre longévité, sera [...] exponentielle [...] » (p. 329) ou encore qu'« une espérance de vie de deux cents 200 ans à la fin du 21^e siècle est peut-être une hypothèse conservatrice grâce au « big-bang biotechnologique » (p. 346). Et, une fois encore, pour augmenter la crédibilité du futur annoncé, Alexandre use de la loi de Moore sans expliquer en quoi une analyse valant pour les progrès de l'informatique est susceptible d'éclairer des dynamiques propres au vivant.

Alexandre fait mine de s'inquiéter du fait qu'« une vie sans fin pourrait bien ressembler à un cauchemar » : « notre existence ne tire-t-elle pas une partie de son sens de sa brièveté ? » (p. 358). Il craint ainsi que la prolongation de la vie n'aggrave le « déficit du sens de l'existence » (p. 360), ce qui obligera à « la promotion de nouveaux arts de vivre »... On aurait aimé connaître ses propositions quant à ces « nouveaux arts de vivre ». Il ne suffit pas d'évoquer une « Religion 2.0 [...] le dalai-lama se passionne pour la neuro-théologie... le bouddhisme sera-t-il la religion de l'ère transhumaniste ? » (p. 360). On est en droit de trouver aussi discutable qu'aléatoire ce programme mystico-scientiste qui renoue avec le spiritualisme du mouvement hippie dont certains leaders ont rencontré le transhumanisme naissant... Mais aussi, devant de tels risques avoués de « déficit de sens », comment ne pas se demander pourquoi ce livre encense tout ce qui prétend nous mener à « la mort de la mort » ?

Les promesses du transhumanisme ne sont par ailleurs pas exemptes de simplisme. Selon Alexandre « la mort de la mort, c'est d'abord la correction des inégalités face aux maladies » (p 57). Il faudrait pour cela que les techniques soient efficaces, pas seulement pour permettre la survie (éternelle ?) mais aussi pour assurer une bonne qualité de vie. De plus, rien n'assure que ces supposés « privilèges » seront partagés par tous plutôt que confisqués par certains.

Devant ces périls, qu'on est en droit d'estimer redoutables, la protection proposée paraît dérisoire : « Nos démocraties devront donc travailler collectivement à des systèmes de sécurité performants pour protéger les réseaux et garder une longueur technologique d'avance sur les terroristes du futur ». Comment Alexandre peut-il croire cela possible quand il explique à longueur de pages que les Asiatiques (souvent visés par lui comme de dangereux compétiteurs, le transhumanisme postmoderne faisant visiblement bon ménage avec l'ethnocentrisme le plus vieillot)

sont bien en avance et ne respectent pas nos lois morales ?.. Ces « terroristes du futur » ne sont pourtant principalement pas, pour notre auteur, les illuminés de la technologie : ce sont bien plutôt les « humanistes fondamentalistes, extrémistes religieux, nihilistes pervers, néoluddites de tous horizons et autres sociopathes [...] ».

Lorsque notre auteur évoque les groupes d'influence qui nuisent au fonctionnement démocratique de la société, sa conception des lobbies est très particulière : ce sont ceux qui « freinent les industries biotechnologiques » et activent un « délire de précaution » (p. 342) par « un réflexe anti technologique pavlovien ». La cause est claire : comme tous ceux qui vivent de l'irrigation permanente de la société par des innovations incessantes, Alexandre condamne le principe de précaution, vu surtout comme un manque à gagner. Et il blâme aussi les bioconservateurs : « main dans la main avec les religieux et les humanistes fondamentalistes, ils constituent des lobbies puissants [...] » (p. 363). Pourtant, tous ceux-là réunis semblent en réalité moins présents et puissants que les véritables lobbies industriels dans les couloirs des ministères et institutions européennes où se consolide l'option transhumaniste... Alexandre semble conscient du fait que « l'accès à l'information, la connaissance des comportements de chacun d'entre nous, la maîtrise des communications, de l'information : tout cela sera entre les mains d'un nombre restreint d'intérêts privés » (p. 97) mais il ne préconise aucun contre-pouvoir et, au final, défend un crime contre l'humain doublé d'un crime contre la démocratie avec pour seul argument qu'il n'y aurait pas d'alternative, reprenant là une injonction rituelle des néolibéraux. La technique, l'économie, le corps et le politique se trouvent ici étroitement mêlés dans un discours aussi dangereux qu'inconséquent.

Promettre et rassurer, la rhétorique transhumaniste

« Vous auriez tort de vous inquiéter » est le conseil qui revient sans cesse après l'exposé de chaque promesse angoissante, le principe étant de prétendre que l'essentiel demeurera inchangé, pour nous convaincre que presque tout serait comme avant, malgré le changement de presque tout. Alexandre avance que « selon eux [les bioconservateurs : ceux qui résistent au transhumanisme], un posthumain bardé de puces électroniques n'aurait plus rien d'humain [...] mais le posthumain sera-t-il tellement différent de nous ? [...] peu importe que nous fonctionnions avec des neurones biologiques ou en silicone, tant que notre conscience n'est pas affectée » (p. 101). Donc, au final, on fait tout ça pour ne rien changer (sauf les tubulures). L'apprenti sorcier s'autorise alors une notion nouvelle ici : la « conscience », une entité qui échapperait à la matière. N'y a-t-il pas contradiction entre l'évocation de cette propriété immatérielle et la réduction de l'homme à une mécanique, réduction qui, seule, permet l'illusion de l'augmentation ? C'est bien parce qu'il produit un discours réducteur et simplificateur qu'Alexandre peut s'autoriser de généralisation outrancière sur la conscience.

Malgré le « bricolage de l'évolution »³, selon l'expression de François Jacob, le vivant est « un système qui fonctionne à peu près chez la majorité des individus... mais, à la manière d'un programme informatique, il a vocation à "bugger" de temps en temps » (p. 115). Abusivement, Alexandre se réfère au modèle de l'évolution pour cautionner tous les changements qui seraient induits par l'homme car « le génome humain évolue en permanence et ne peut donc être assimilé à un héritage – un sanctuaire génétique – reçu une fois pour toutes ». Pourtant, l'évolution naturelle est lente, se donne le temps d'essayer, corriger, effacer, ou confirmer, les changements. Elle n'aurait pas, en seulement quinze ans, implanté les millions d'hectares de plantes transgéniques qui ont envahi la planète, ou doté la moitié des êtres humains de la prothèse désormais obligatoire que constitue le téléphone portable. L'évolution promise par le transhumanisme ne s'embarrasse pas de données écologiques. Alexandre critique par exemple « la spécialisation de notre continent dans l'agriculture bio [...] qui ne nous permettra pas de lutter à armes égales avec les puissances montantes développant une agriculture plus performante... » (p. 343). Le nouveau Prométhée transhumaniste n'a aucune réserve sur les nuisances engendrées par cette agriculture industrielle ; il ne dit mot sur le constat dressé par toujours plus d'agronomes selon lequel ce système est en fin de course. Dans ce discours technophile, il n'y a jamais de lien entre les changements promis et les périls occasionnés pour l'environnement et la santé, ni entre ces changements et la perte du bien vivre.

L'argumentation de Laurent Alexandre alterne ainsi les déclamations triomphalistes, plutôt inquiétantes, et des mises au point qui se veulent de bon sens. Après avoir décrit l'homme comme s'il était une machine hors sol, il affirme que « la vie n'est pas un simple logiciel... le code génétique interagit de façon dynamique avec son environnement [...] » (p. 87). Comment peut-il alors affirmer que nous saurons contrôler toutes ces interactions ? Il déclare qu'il faut impérativement « protéger des effets d'annonce prématurés émanant de pseudo-savants, des fausses promesses des charlatans [...] ». Très bien mais, quelques lignes plus haut, il annonçait, comme n'importe quel charlatan, que des « robots seront capables de détecter [...] détruire [...], mesurer [...], ou nettoyer notre corps de toute présence indésirable... » (p. 65). La liste de ces influences et de ces « présences » est vraisemblablement infinie, et la promesse semble alors bien prématurée.

Le progrès confondu avec le changement.

C'est sous l'empire de l'inéluctable qu'Alexandre entreprend de défendre sa thèse. Il soutient ainsi que « la vie artificielle se rapproche à grands pas et que ce soit 2020 ou 2025 ne change pas grand-chose » (p. 85) car « le progrès va tout renverser sur son passage, et nous avec, si nous ne sommes pas solidement amarrés » (p. 35). Comme chez tous les scientifiques, le changement est confondu avec « le progrès ».

³ François Jacob, « Evolution and Tinkering », *Science*, vol. 196, n° 4295, 1977, p. 1161-1166. La logique du vivant, Gallimard, 1970

De plus, cette alarme n'indique pas à quoi nous pourrions nous amarrer puisque les vieilles valeurs seront « bouleversées ». Nous allons donc, triomphalement, vers l'« amélioration de la race humaine comme autrefois on a parlé d'amélioration de la race chevaline » (p. 93). Il faut rappeler que les eugénistes, ancêtres des transhumanistes, avaient eux aussi souhaité l'amélioration de la race humaine, avec les retombées dramatiques que nous connaissons. Pourtant, « si la transhumanité consiste à éliminer des particularités physiques et mentales, elle provoquera une baisse significative de la biodiversité humaine [...] une tendance préoccupante [...] » (p. 259). Effectivement, mais Alexandre en prend acte sans remettre en cause le « progrès » qu'il souhaite, peut-être parce que cette diversité ne concernerait que les humains, espèce en disparition au profit des posthumains qui revendiqueront la puissance plutôt que la diversité ? Le progrès serait une marche en avant que rien ne façonne qu'aucune organisation collective ne structure et auquel aucun intérêt économique et politique ne semble rattaché. S'il importe à l'auteur de banaliser, voire de naturaliser le progrès, c'est pour mieux dissoudre les catégories morales qui lui paraissent d'insupportables obstacles au projet transhumaniste. Ainsi, évoquant « la manipulation du vivant [...] décidément sans limites », Alexandre ajoute que « toute borne apparaîtra comme une évidente imposture [...] la notion de ligne rouge elle-même disparaîtra » (p. 266). Il condamne également « le fait de posséder des droits inaliénables et de faire primer notre liberté personnelle sur toute considération d'appartenance de groupe » arguant que la faute en serait à la Déclaration des droits de l'homme, que l'Asie ignorerait triomphalement (p. 267). « Peu à peu, dans la démonstration d'un futur transhumaniste fatal, Alexandre en vient à justifier le dessaisissement nécessaire des droits et des libertés.

Rendre désirable le cauchemar transhumaniste

Le livre semble alors soudainement bifurquer comme s'il s'agissait d'un autre ouvrage que son catalogue de promesses, Alexandre énumère de temps à autre différentes conséquences dramatiques de ce qu'il vient juste de porter aux nues : « explosion des pathologies de dépersonnalisation », « bouleversement de tous les repères fondamentaux de l'existence », « société paralysée ayant peur de tout », « vérité de plus en plus fragile, erreurs et falsifications » (p. 392). Alors, devant ces évidents périls, il reste un discours convenu sur la nécessité « d'organiser un large débat démocratique au sein duquel chacun pourra émettre ses opinions » pour « mettre en place les garde-fous indispensables et nécessaires » (p. 387). Mais à quels garde-fous pense-t-il, et à quoi bon ces débats puisqu'il est affirmé que tout va arriver ?

Précisément, la liberté des personnes n'est pas le souci principal des transhumanistes, même s'il est ici ou là question de « débats ». Le vrai péril, selon Alexandre, c'est celui posé par « les néo-babas archaïques » qui vont entraîner « notre vassalisation par les puissances montantes de l'Asie et surtout la ruine de

l'Etat-providence avec, à terme, la fin de la protection sociale [...] » (p. 344). Cette étrange sollicitude pour les porteurs de mauvais génomes qui ont besoin de protection semble vouloir dédouaner l'ardeur d'Alexandre à critiquer l'Etat-providence et aggrave la confusion quant à son projet. Pourtant un autre péril est évoqué. Dans la concurrence entre humains et robots, « nous devons être méfiants et réserver, pourquoi pas, les postes de commandements stratégiques aux humains biologiques » (p. 404). Tout est dans le « pourquoi pas ? ». Mais la démagogie qui propose un « référendum planétaire » pour en décider masque l'inanité de la proposition « il faut pouvoir fuir quelque part », alors que nul ne sait où. Voilà donc projeté un superbe avenir dont l'issue unique serait de s'échapper sans trouver la sortie ! Dans l'avenir, « les nouvelles entités "supérieures" (transhumains ou robots) seront certainement tentées de prendre le pouvoir sur les humains biologiques au nom de leur écrasante supériorité » (p. 316). Aussi, « nous, humains biologiques, devons veiller à établir au fil de l'évolution des relations harmonieuses avec les groupes de cette humanité élargie [...] mais il n'est pas sûr que ce soit possible. » Donc, la balle est dans notre camp, comme si nous étions coupables de n'avoir pas su ou pas voulu devenir transhumains. Il s'agirait donc de construire de nouvelles règles sociales avec les nouvelles entités créées et d'appréhender les évolutions à venir comme une réduction volontaire de notre propre liberté d'agir.

Alexandre évoque « l'inégalité de déploiement des technologies NBIC » (p. 313) non pas parce qu'elle priverait certains humains des bienfaits du progrès mais parce qu'une « classe de transhumains, avides de technologie [...] deviendront plus forts, plus solides, plus intelligents et vivront toujours plus vieux » alors que « l'inévitable dégradation génétique concernerait les communautés néoluddites qui auraient refusé toute réparation génétique [...] et pourraient devenir des parias génétiques dégénérés et vivre en marge d'une société high-tech dont ils refuseront les valeurs (...) ces différences de plus en plus marquées entre les groupes d'humains pourraient conduire à la fin de l'interfécondité ». Qu'est-ce que cet « hyperhumanisme » qui prône la séparation des humains (ou posthumains) en catégories hiérarchisées ? Au fil des pages se dessine un projet qui ignore les Droits de l'homme comme les principes de la République. La liberté se trouve réduite à un concept dépassé dont l'impérieux élargissement serait soumis aux négociations avec les posthumains. Enfin survient l'hypothèse d'un « Transhumanistan », territoire « disposant de la puissance puisqu'il n'aurait aucune limite dans la manipulation de l'Humain » (p. 316). Ainsi serait résolue la contradiction démocratique, par la discrimination des populations et leur affectation en des lieux spécifiques. D'ailleurs, Alexandre nous avertit qu'avec les révolutions NBIC « les définitions de la liberté et de l'égalité, le droit, la justice seront bouleversés. Nos repères philosophiques et moraux vont trembler sur leurs bases » (p. 33). Certes, mais cela veut-il dire que ces fondamentaux de nos civilisations seront devenus désuets ou bien prohibés ? Ce ne sont pas seulement les posthumains qui menacent l'humanité puisque les machines, grâce aux progrès de l'intelligence artificielle (IA), vont acquérir « un véritable libre

arbitre » (p. 28), « l'IA deviendra capable d'évoluer... et aura les caractéristiques plastiques du cerveau humain [...] En rompant le rapport nécessaire entre des causes données et les réponses apportées, on donne une place à la volonté. Autrement dit, on crée un véritable libre arbitre ». En présentant comme déjà-là et complètement acquise la capacité des machines à s'intégrer de façon autonome dans la communauté humaine, Alexandre tente de rendre son cauchemar transhumaniste incontournable mais aussi désirable.

Surtout, cette tentation de réduction de la liberté s'accompagne d'une tentative grotesque de renverser le doublet progressiste/conservateur. Alexandre soutient en effet que « s'opposer au transhumanisme revient à légitimer les inégalités biologiques et à défendre une société à plusieurs vitesses au nom de valeurs conservatrices comme le respect de la Nature » (p. 89). Il faut ici admirer le retournement de l'argument des « bioconservateurs », lesquels prétendent que cette société posthumaine serait inégalitaire ! C'est pourtant notre auteur qui explique, à quelques pages de là, l'apparition inévitable de hiérarchies dans la société transhumaniste. Il concède que « le danger totalitaire n'est pas exclu si l'accès aux technologies transhumanistes reste imposé à une minorité [...] » (p. 94). Le risque de construire une société dictatoriale existe, mais la fatalité technique exige que nous nous plions à cette injonction transformatrice. Comme si la possibilité de faire des choix politiques et scientifiques n'existaient plus. L'avancée en transhumanisme ne semble pas réversible. Alors, il faut que « les dangers induits par ces nouvelles technologies aient été évalués et des mesures défensives adoptées » (p. 88). Ce « progrès » serait donc inéluctable mais l'on ne saisit pas très bien par qui ni comment il serait possible d'en appréhender les risques. Alexandre affirme que « la préservation de la liberté individuelle est le premier défi qui s'impose à nous face à l'avènement des biotechnologies » (p. 286). Il prévient que le « technopouvoir tentera de se substituer au pouvoir politique [...] le pouvoir des technocrates (issus des meilleures écoles ou universités) déclinera... ce sera le règne des technologues (ceux qui contrôlent les technologies NBIC) » (p. 78). Et c'est bien ce pouvoir des nouvelles technologies que l'auteur, à la fois technocrate et technologue, nomme « liberté » : « Le combat pour la liberté, contre l'authentique dictature ou contre la tyrannie douce de la précaution imposée, ne fait que commencer » (p. 304) car il nous délivrera de la précaution, véritable obsession du transhumaniste. Il faudrait donc se réjouir car « sous l'influence des technologies NBIC, l'Homo sapiens va devenir la première espèce libre [...] libéré des incertitudes de la sélection darwinienne » (p. 81). La liberté consisterait donc seulement à repousser le biologique, à s'émanciper de la nature. Et, dans son hubris technophile, Alexandre prédit que « la défaite des bioconservateurs aura lieu » contre « les professionnels de l'indignation en lutte pour préserver leur pré carré ».

L'enjeu est donc clair : la liberté promise, pour ceux qui la partageront, est celle qui favorise l'économie de marché. Et pour cela il faut un gouvernement fort, « un

gouvernement 2.0 pour piloter la biopolitique » c'est-à-dire un gouvernement ultralibéral basé sur « un dispositif pédagogique ambitieux » car « une opinion informée réagit plus intelligemment ». Il arrive pourtant que ce soit les gens éduqués qui contredisent le plus nettement l'économie de marché comme on le voit aujourd'hui avec l'opposition aux plantes transgéniques. Il faudra dans ce cas allonger les mandats des élus au nom de la « chronopolitique » car « le pouvoir sans cesse remis en jeu est certes une garantie importante du caractère démocratique du régime mais cela ne favorise pas la prise de décisions à long terme. Les décisions qui procéderaient d'une telle vision auront de grands risques de n'être pas comprises par le grand public » (p. 371). Les citoyens, incapables de saisir toute l'importance de la transition vers une humanité transformée, paraissent être des obstacles à la réalisation du projet fou de transhumanité. C'est que l'enjeu est bien plus grand que le respect des libertés et la félicité sociale. Alexandre se place clairement en défense du « capitalisme fondé sur le risque et l'innovation » contre « notre vassalisation économique et technologique » (p. 351) et il se réjouit que « la compétition pour exister demain dans le vaste domaine de la technomédecine ait déjà débuté ». C'est donc toujours le TINA (*There is no alternative*) qui est brandi pour trancher les débats au profit du néolibéralisme. Mais c'est un TINA technophile et branché que défend Alexandre. Comme si le rêve d'une humanité tout entière prise dans les règles de concurrence de l'économie de marché ne pouvait prendre forme qu'au contact d'un totalitarisme technique.

Évoquant la victoire des transhumains sur les humains biologiques, l'auteur s'interroge enfin : « Ces risques seront peut-être conjurés par la force. Mais à quel prix ? La perte de liberté ? Un totalitarisme destiné à éradiquer préventivement toutes les séditions NBIC ? » (p. 321) et il avoue, tel un vulgaire bioconservateur : « ces perspectives obligent à relativiser l'optimisme dont ce livre a, jusqu'ici, fait preuve » car il faut craindre « l'écrasement des individus et la prise de pouvoir de la machine sur le biologique ». Que de démonstrations enflammées, que de contradictions pour en venir à une conclusion aussi convenue.

Conclusion : La fatalité pour échapper à la mort ?

Au fil de ce livre, on retrouve donc toujours le même jeu truqué entre « c'est inéluctable » et « il faut en débattre ». Mais pourquoi débattre de l'inéluctable ? On en oublierait que l'homme, comme tous les êtres vivants, est en perpétuelle évolution mais il s'agit d'une évolution qui prend son temps pour tester des possibles et retenir les plus avantageux, pas d'un mouvement brutal imposé par des certitudes non partagées.

Alexandre s'appuie sur de supposées majorités en évoquant « ces progrès gigantesques [...] poussés par une forte demande sociale [...] pour la fusion de la technologie et de la vie [...] Alors que les bioconservateurs mènent des combats d'arrière-garde, un véritable lobby progressiste est déjà à l'œuvre ? » (p. 78). On

retiendra son refus d'un pouvoir politique (ce qui augure mal de cette « démocratie ») et la perspective espérée d'un populisme biotechnologique. Déjà « I a *World Transhumanist Association* [...] milite pour une démocratie radicale, reposant non pas sur la seule liberté, mais sur l'égalité et la solidarité pour un accès universel au progrès ». Belle liberté que celle de l'homme biopolitique : « acceptant a priori les avancées, il serait en situation d'implémenter des règles éthiques et socialement acceptables » (p. 405). Nous sommes toujours dans la gouvernance du transhumanisme, accepté comme une évidence incontournable. Il s'agit donc de défendre un progrès obligatoire où la conception de l'éthique se confondrait avec l'appétit pour le scientisme. Il n'est dès lors par surprenant que « la révision des lois bioéthiques » ne puisse se faire « seulement sous l'angle moral, en ignorant l'aspect industriel » (p. 354). Pour outrancière qu'elle puisse paraître, cette aberration éthique est cependant très congruente avec le projet néolibéral de substitution du « principe d'utilité » ou « d'innovation » au principe de précaution... Toujours sur le fil de l'argumentation, Alexandre ne cesse de promettre la fatalité biotechnologique et de pointer des dangers épouvantables, le tout sur fond d'acceptation politique d'une concurrence généralisée entre les humains et les posthumains, enfin débarrassés de la morale. Et dans cet exercice effroyable, la conclusion de l'ouvrage opère comme un révélateur des tentations totalitaires qui sourdent dans le livre. Alexandre affirme ainsi que le transhumanisme peut être « un phénomène libérateur et non une nouvelle et terrifiante forme de totalitarisme » (p. 409). Tout dépend de notre conception de l'homme libre et de l'humanisme. Alors vient cette belle conclusion : « il faut combattre la dictature du gène. Orienter la technologie pour augmenter nos espaces de libertés [...] ». Alexandre se moque littéralement de ses lecteurs ! Après 400 pages pour nous vendre les mirages des NBIC, son livre s'achève sur un exercice scolaire de philosophie qui vient annuler tout son discours ! Le critique de science a pourtant répondu depuis longtemps en demandant que la technoscience soit intégrée plus complètement aux débats démocratiques⁷ Mais qu'en pense Laurent Alexandre ? « Les NBIC sont des catastrophes lentes » (p. 406) mais cela ne doit pas inquiéter car « on peut anticiper les conséquences » (que faire de cette anticipation ?) et espérer que « surgisse un homme d'Etat. Cet homme d'Etat sera-t-il un transhumain » ? Superbe programme qui est censé éviter la catastrophe grâce à un homme providentiel déjà échappé de l'humanité. Au final, c'est bien la fatalité technophile qui réduit toute l'argumentation du livre : « Nous n'avons en réalité guère de choix. Sauf celui de la frugalité et de l'éclairage à la bougie [...] » (p. 355) Enfin une lueur de lucidité, mais les bioconservateurs choisiront le panneau solaire plutôt que la bougie...